



Distinctions régionales

Analyse du sondage Regard sur l'Ouest 2004

Loleen Berdahl, Ph.D.
Directrice de la recherche

Rapport no 29 du projet Bâtir l'Ouest de demain

Mars 2004



Looking *West*
2004

Bâtir l'Ouest de demain

En 2001, la Canada West Foundation a publié le document Bâtir l'Ouest de demain: Un plan pour la prospérité économique régionale, dans lequel étaient exposées cinq priorités clés visant à garantir une prospérité à long terme dans l'Ouest du Canada. Ces priorités sont les suivantes:

- L'Ouest doit créer les outils pour attirer, retenir et bâtir le capital humain;
- Ouest doit poursuivre la diversification économique;
- Ouest doit renforcer son infrastructure de transports;
- Ouest doit encourager la compétitivité de ses grandes villes à l'échelle mondiale; et
- Ouest doit mettre au point de nouvelles modalités favorisant la coordination régionale.

Depuis 2001, la Canada West Foundation a mené des recherches dans chacun de ces cinq axes d'intervention prioritaires. Les sondages Regard sur l'Ouest permettent de recueillir les opinions et points de vue des Canadiens de l'Ouest sur diverses questions reliées à ces cinq domaines de priorité, ainsi que de prendre le pouls de leurs attitudes sur d'autres sujets clés relatifs aux politiques. Le but des sondages est d'informer le public, les dirigeants d'entreprises et les leaders des collectivités, ainsi que les élus et les fonctionnaires des trois paliers de gouvernement sur les points de vue et opinions des Canadiens de l'Ouest.

Distinctions régionales a été préparé par Loleen Berdahl, directrice de la recherche à la CWF et s'inscrit dans le projet Bâtir l'Ouest de demain. Ont participé au financement de ces travaux: la Kahanoff Foundation, le programme Diversification de l'économie de l'Ouest, le Bureau du Conseil privé, le gouvernement de la Saskatchewan et le ministère albertain des Relations internationales et intergouvernementales. L'auteure tient à remercier le personnel de la Canada West Foundation pour leurs suggestions et commentaires quant au questionnaire du sondage; Western Opinion Research, qui a mené le sondage; et Mark Parry pour avoir fourni les photos de couverture.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteure et ne reflètent pas forcément celles des donateurs, des abonnés ou du conseil d'administration de la Canada West Foundation. Il est permis d'utiliser ou de reproduire ce rapport à des fins personnelles ou pédagogiques de façon gratuite, sans faire de demande officielle. Il est par contre interdit d'en faire des copies pour les vendre ou les diffuser à des fins commerciales. On peut s'en procurer des exemplaires auprès de la Canada West Foundation ou en le téléchargeant à partir du site Web de la CWF [www.cwf.ca].

Sommaire

Les sondages Regard sur l'Ouest de la Canada West Foundation, menés dans le cadre de son projet Bâtir l'Ouest de demain, visent la collecte de données valides et fiables sur l'opinion publique des Canadiens de l'Ouest. Le sondage Regard sur l'Ouest 2004 est le troisième de la série; les autres ont été effectués en 2001 et 2003.

Depuis 2001, les sondages Regard sur l'Ouest ont analysé les attitudes des Canadiens de l'Ouest envers le fédéralisme. Celui de 2004 poursuit cette tradition, avec cependant un paramètre additionnel, soit des données comparatives pour l'Ontario sur des questions de sondage relatives au fédéralisme, au mécontentement régional et à la réforme institutionnelle. Cette comparaison a pour but de fournir un contexte aux questions qui préoccupent l'Ouest: sont-elles exclusives à l'Ouest, ou existent-elles dans d'autres régions du pays? Il y a de nombreuses similitudes entre l'Ontario et les provinces de l'Ouest, ce qui rend précieuse une comparaison entre ces deux régions.

Distinctions régionales présente une analyse des données sur le fédéralisme contenues dans Regard sur l'Ouest 2004. Il faut noter que le sondage a aussi recueilli des données dans les quatre provinces de l'Ouest sur une vaste gamme de questions stratégiques, y compris les priorités en matière de politiques, l'économie, le marché du travail, les problèmes des grandes villes et les relations canado-américaines. Celles-ci seront présentées dans un deuxième rapport qui sera publié au printemps 2004.

Les conclusions majeures sont énumérées ci-dessous:

- Le mécontentement de l'Ouest apparaît plus faible que par le passé, mais le changement – quand il existe – est modeste. Le plus souvent, on peut voir dans l'Ouest un scénario bien connu: la Saskatchewan et la Colombie-Britannique expriment les niveaux de mécontentement les plus élevés et le Manitoba, les plus faibles, tandis que l'Alberta adopte la position intermédiaire. Il y a bien quelques exceptions à ce schéma, mais il prévaut le plus souvent, comme cela est le cas depuis 2001.
- Bien que nombre de commentateurs soutiennent que la Colombie-Britannique est distincte ou unique dans l'Ouest, quand il s'agit d'attitudes envers le gouvernement fédéral, c'est le Manitoba plutôt que la Colombie-Britannique qui se démarque quelque peu en raison de ses plus faibles niveaux de mécontentement.
- Les répondants de l'Ontario expriment une satisfaction à l'égard du gouvernement fédéral sensiblement supérieure à celle des Canadiens de l'Ouest. Tandis que ces derniers sont d'avis que leurs provinces sont traitées sans ménagement au sein du régime fédéral canadien, les Ontariens sont satisfaits du traitement que reçoit l'Ontario dans le fédéralisme canadien.
- Les répondants de l'Ontario comme ceux de l'Ouest du Canada voient l'Ouest du pays comme une région distincte. En outre, les Canadiens de l'Ouest comme les Ontariens pensent que le gouvernement fédéral devrait faire un effort pour réduire l'aliénation de l'Ouest, mais ils doutent de l'aptitude du gouvernement Martin à réduire sensiblement et de façon durable ce sentiment d'aliénation.
- Tandis que la majorité des Canadiens de l'Ouest a l'impression que le reste du Canada ne s'intéresse pas à l'Ouest, les répondants de l'Ontario ne sont pas du tout d'accord avec cette perception.
- Les Ontariens partagent l'intérêt des Canadiens de l'Ouest pour la réforme du Sénat. Les Ontariens, à l'instar des Canadiens de l'Ouest, croient que le Sénat devrait être élu et avoir une représentation égale – et ils appuieraient une telle réforme même si sa réalisation entraînait un changement constitutionnel.
- Dans chaque province, la pluralité aimerait que les pouvoirs à l'échelon provincial soient accrus dans l'avenir.
- Les répondants de moins de 30 ans ont exprimé de plus faibles niveaux d'insatisfaction à l'égard du gouvernement et de plus faibles niveaux de mécontentement régional.

Introduction

L'année 2004 en est une de grands changements pour le Canada en ce qui a trait à la politique et aux questions stratégiques. Le pays a un nouveau Premier ministre et un nouveau parti d'opposition officielle. Un gouvernement fédéraliste est maintenant en place à Québec. Bon nombre d'enjeux clés – parmi lesquels les soins de santé, l'économie, la sécurité nationale, l'infrastructure et les questions urbaines – vont requérir un haut niveau de coopération intergouvernementale pour être résolus. En outre, le gouvernement fédéral cherche à mettre en œuvre une série de réformes démocratiques.

À l'aube de cette nouvelle ère de politique, un défi que les Canadiens et leurs gouvernements devront comprendre et affronter est celui du mécontentement régional, y compris l'aliénation de l'Ouest. L'histoire a démontré que le Canada est un pays à la fois enrichi et tiraillé par ses disparités régionales. Ses dirigeants politiques ont la responsabilité d'écouter et de comprendre les voix diverses des régions, et d'en tenir compte au moment de prendre des décisions stratégiques.

Un outil qui aide à mieux saisir les enjeux est l'opinion publique. À la différence des consultations entre intervenants ou des assemblées publiques, qui peuvent engendrer des résultats non représentatifs de l'ensemble de la population, les recherches-sondages ont l'avantage de se faire par échantillonnage aléatoire – ce qui garantit qu'un grand nombre de voix se font entendre. La recherche sur l'opinion publique nous permet de prendre un instantané des attitudes du public. Nous sommes ainsi mieux en mesure de comprendre les opinions et les attitudes d'un large éventail d'individus.

Les sondages Regard sur l'Ouest, menés par la Canada West Foundation sous l'égide du projet de la fondation Bâtir l'Ouest de demain, sont conçus dans le but de fournir des données valides et fiables sur l'opinion publique des Canadiens de l'Ouest. Le sondage Regard sur l'Ouest 2004 est le troisième de la série, les deux autres ayant été effectués en 2001 et 2003. À la différence de bien d'autres sondages, qui considèrent souvent les provinces en bloc (masquant ainsi d'importantes variations interprovinciales) ou dont la taille des échantillons provinciaux ne permet pas une analyse sérieuse de l'opinion dans une province en particulier, les sondages Regard sur l'Ouest utilisent des échantillons provinciaux suffisamment grands pour permettre des analyses statistiquement significatives de chacune des quatre provinces de l'Ouest (y compris des analyses des secteurs urbains et ruraux). En réalité, les sondages Regard sur l'Ouest sont uniques de par la grande taille de leurs échantillons. En outre, plusieurs des questions sont reprises, d'une année à l'autre, ce qui permet une analyse de l'évolution des tendances dans les attitudes.

Depuis 2001, les sondages Regard sur l'Ouest ont analysé les attitudes du public envers le fédéralisme. Si ces données ont été éclairantes, établissant la preuve d'un mécontentement permanent de l'Ouest à travers la C.-B. et les Prairies, elles ont aussi leurs limitations, en ce que les analyses n'ont pu déterminer si les attitudes de l'Ouest à l'égard du gouvernement fédéral n'existaient que dans cette partie du pays. Afin de corriger cette lacune, le sondage Regard sur l'Ouest 2004 a ajouté, aux questions relatives au fédéralisme, au mécontentement régional et à la réforme institutionnelle, un paramètre sous la forme de données comparatives pour l'Ontario. Cette comparaison a pour but de fournir un contexte aux préoccupations de l'Ouest: ces dernières sont-elles bien limitées à l'Ouest ou existent-elles dans d'autres régions du pays?

Pourquoi l'Ontario? Idéalement, les sondages Regard sur l'Ouest devraient inclure des échantillons pour toutes les provinces et les territoires. Compte tenu cependant de notre engagement à conserver la grande taille des échantillons, le coût d'un élargissement du sondage à l'échelle du pays tout entier serait prohibitif – dépassant largement les moyens d'un organisme à but non lucratif de taille aussi petite que la Canada West Foundation. Il a donc fallu limiter l'élargissement du sondage à une seule province. Le choix de l'Ontario parmi les cinq autres est simple: c'est la plus peuplée du Canada et c'est une province qui entretient

des liens solides avec l'Ouest sur les plans économique, démographique et politique. Il y a de nombreuses similitudes entre l'Ontario et les provinces de l'Ouest, ce qui rend la comparaison entre ces deux régions d'autant plus précieuse.

Distinctions régionales présente une analyse des données sur le fédéralisme contenues dans *Regard sur l'Ouest 2004*. Il est à noter que le sondage a également recueilli des données dans les quatre provinces de l'Ouest sur toute une gamme de questions stratégiques, y compris les politiques, l'économie, le marché du travail, les questions urbaines et les relations canado-américaines. Celles-ci seront présentées dans un deuxième rapport qui sera publié au printemps 2004.

Méthodologie

Regard sur l'Ouest 2004 est un sondage téléphonique effectué par échantillonnage aléatoire auprès de Canadiens de l'Ouest et d'Ontariens de 18 ans et plus. Western Opinion Research a mené ce sondage pour le compte de la Canada West Foundation entre le 7 janvier et le 5 février 2004 depuis son centre d'appel de Winnipeg, au Manitoba. Il est à noter que la collecte des données du sondage a été achevée avant le scandale des commandites, qui, selon les médias, aurait influencé de façon négative les attitudes envers le gouvernement fédéral.

Afin de permettre des analyses statistiquement significatives pour chaque province, de même que pour la totalité de l'Ouest, on a eu recours à un échantillonnage relativement important. Au total, 4000 résidents ont été interviewés au téléphone sur l'ensemble de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba et de l'Ontario. La ventilation provinciale est la suivante:

PROVINCE	Nombre total	MARGE D'ERREUR +/-95 fois sur 100
Colombie-Britannique	800	3,46 %
Alberta	800	3,46 %
Saskatchewan	800	3,46 %
Manitoba	800	3,46 %
Ouest canadien	3 200	1,73 %
Ontario	800	3,46 %

Dans la présentation des données régionales pour l'ensemble de l'Ouest du Canada, on a inclus un facteur de pondération pour ajuster le poids de l'échantillon de chaque province à sa portion de la population régionale de 18 ans et plus. Les données de l'Ontario n'ont pas été soumises à un facteur de pondération. Étant donné que les non-réponses (ne sais pas / ne veux pas répondre) ne sont pas rapportées dans les tableaux ou le texte, il se peut que le total des chiffres donnés n'atteigne pas 100 %.

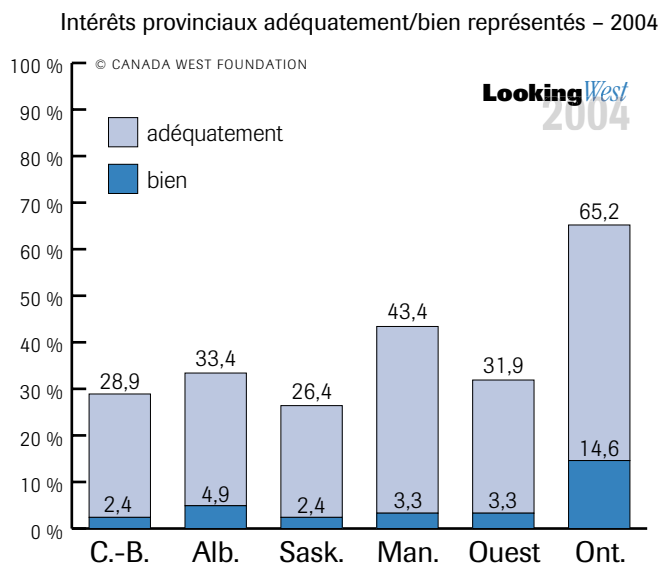
Certaines questions du sondage sont reprises des sondages *Regard sur l'Ouest 2001* et/ou *Regard sur l'Ouest 2003*. Pour avoir une vue d'ensemble de ces sondages, il faut se reporter aux publications de Loleen Berdahl, *Regard sur l'Ouest: Un sondage sur les Canadiens de l'Ouest* (Calgary, Canada West Foundation, 2001) et *Regard sur l'Ouest 2003: Un sondage sur les Canadiens de l'Ouest* (Calgary, Canada West Foundation, 2003).

Satisfaction en Ontario envers le fédéralisme; mécontentement dans l'Ouest, mais amélioration dans les attitudes

Il existe des différences régionales très marquées dans la perception des provinces quant au traitement qu'elles reçoivent au sein du fédéralisme canadien. À la question: Quand vous pensez à la façon dont le gouvernement fédéral d'Ottawa aborde les questions qui vous préoccupent, selon vous, les intérêts de [votre province] sont-ils bien représentés, adéquatement représentés, médiocrement représentés, très mal représentés à l'échelon fédéral?, les répondants de l'Ontario se disent dans l'ensemble satisfaits de la façon dont les intérêts de leur province sont représentés, avec presque les deux tiers déclarant qu'ils sont bien ou adéquatement représentés. Ceci constitue une différence très nette avec les trois provinces les plus à l'Ouest, dans lesquelles moins d'un tiers opte pour une réponse positive. Des quatre provinces de l'Ouest, le Manitoba se dit le plus satisfait de la façon dont ses intérêts sont représentés, mais là encore, une majorité (52,6 %) déclare que les intérêts de la province sont soit médiocrement soit très mal représentés. Dans l'ensemble, il y a un écart de 33 points de pourcentage entre l'Ontario et l'Ouest, ce qui constitue une différence notable.

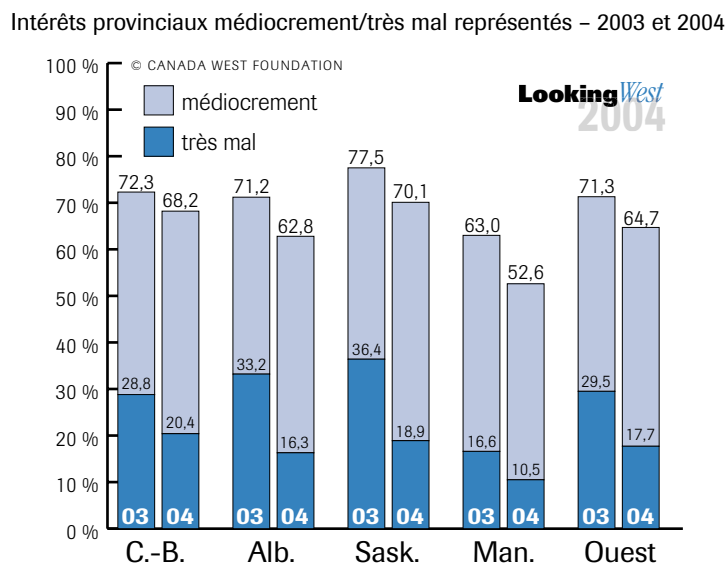
Tandis que presque les deux tiers des Canadiens de l'Ouest croient que les intérêts de leur province sont médiocrement ou très mal représentés à l'échelon fédéral, il convient de noter que ces attitudes sont en fait en train de s'améliorer considérablement. Quand la même question a été posée lors du sondage Regard sur l'Ouest 2003, plus de 70 % des répondants en C.-B., en Saskatchewan et en Alberta, et plus de 60 % au Manitoba ont dit que leur province était médiocrement ou très mal représentée. En revanche, en 2004, seule la Saskatchewan a franchi le seuil des 70 %, et le Manitoba enregistrait une très faible majorité. Le nombre des individus qui avaient choisi médiocrement ou très mal avait chuté considérablement dans chacune des quatre provinces de l'Ouest, et par conséquent dans l'Ouest tout entier.

figure 1



Quand vous pensez à la façon dont le gouvernement fédéral d'Ottawa aborde les questions qui vous préoccupent, selon vous, les intérêts de [votre province] sont-ils bien représentés, adéquatement représentés, médiocrement représentés, très mal représentés à l'échelon fédéral?

figure 2



Quand vous pensez à la façon dont le gouvernement fédéral d'Ottawa aborde les questions qui vous préoccupent, selon vous, les intérêts de [votre province] sont-ils bien représentés, adéquatement représentés, médiocrement représentés, très mal représentés à l'échelon fédéral?

Une autre des questions posées était la suivante: Selon vous, [votre province] est-elle traitée, au Canada, avec le respect qu'elle mérite? (Cette question était reprise des sondages Regard sur l'Ouest 2001 et Regard sur l'Ouest 2003, ainsi que d'autres menés par le Centre de recherche et d'information sur le Canada.) Sur ce sujet, l'écart entre l'Ontario et l'Ouest est particulièrement prononcé. Sept répondants ontariens sur dix sont d'avis que leur province est traitée avec le respect qui lui est dû. En revanche, seulement quatre Canadiens de l'Ouest sur dix pensent que leur province est traitée de façon adéquate. Dans les quatre provinces de l'Ouest, la pluralité des répondants est d'avis que leur province n'est pas traitée avec le respect qui lui est dû. C'est surtout la Saskatchewan qui se démarque sur cette question, avec moins de trois répondants sur dix qui optent pour la réponse positive. Les répondants manitobains sont partagés à peu près également entre le oui et le non.

Là encore, l'analyse longitudinale offre une image plus excessive de l'Ouest canadien. Tandis que, dans chaque province de l'Ouest, la pluralité est d'avis que leur province n'est pas traitée avec suffisamment de respect, il faut noter que les nombres ont diminué entre 2003 et 2004 – signe que les attitudes s'améliorent. En Colombie-Britannique, le pourcentage de réponses négatives tend à diminuer avec chaque sondage annuel, tandis que l'Alberta et la Saskatchewan ont enregistré leur plus faible pourcentage sur cette question en 2004. Pour l'ensemble de l'Ouest, les nombres de 2004 sont de beaucoup inférieurs à ceux de 2001 et de 2003.

figure 3

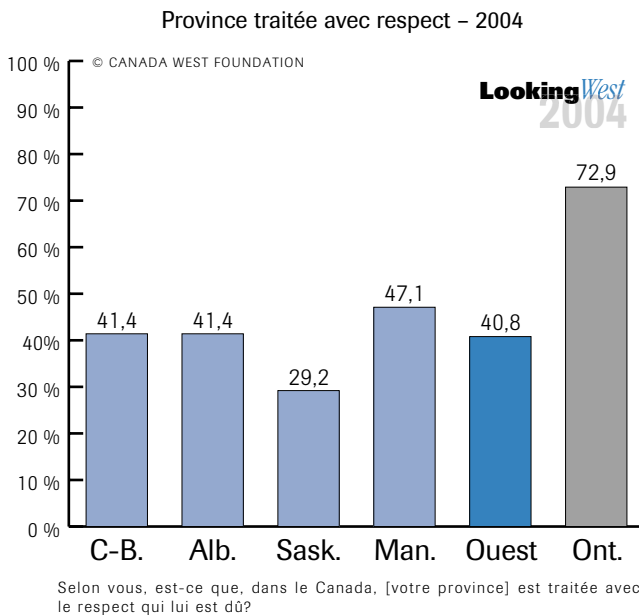
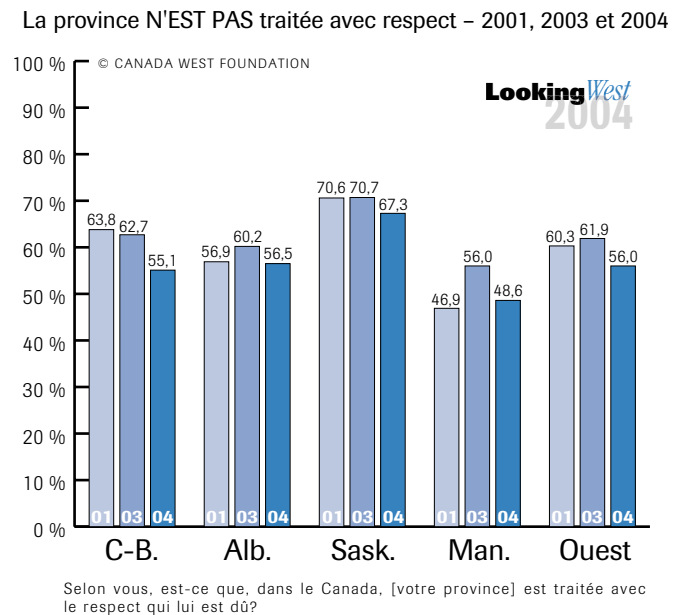


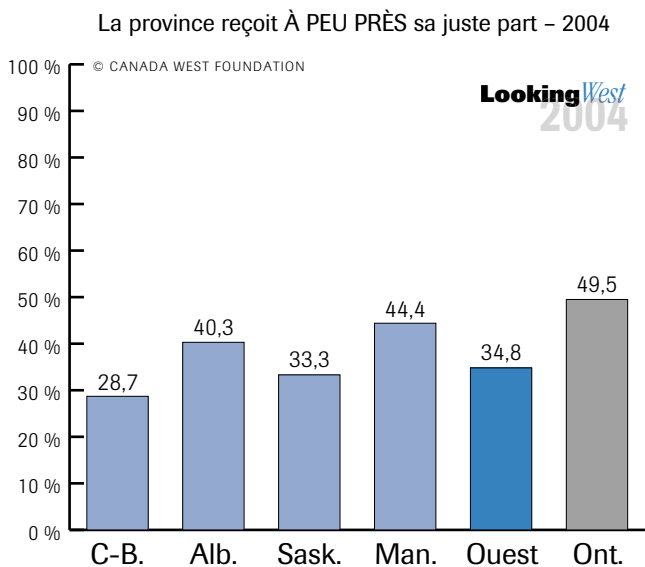
figure 4



Une critique que l'on entend souvent à l'endroit du gouvernement fédéral est qu'il ne distribue pas ses ressources de façon équitable ou appropriée à travers tout le Canada. Afin d'évaluer les attitudes sur ce sujet, on a demandé aux répondants: En pensant à toutes les sommes dépensées par le gouvernement fédéral pour les divers programmes et les transferts aux provinces, [votre province] reçoit-elle selon vous plus que sa juste part, moins que sa juste part ou à peu près sa juste part? (Cette question était reprise des sondages Regard sur l'Ouest 2001 et Regard sur l'Ouest 2003, ainsi que d'autres menés par le Centre de recherche et d'information sur le Canada.) Là encore, l'Ontario se démarque comme la province la plus satisfaite, avec quasiment la majorité (49,5 %) déclarant que la province reçoit à peu près sa juste part. Elle est en outre la seule province où plus de 2 % de répondants sont d'avis que leur province reçoit plus que sa juste part, 6,2 % des répondants ontariens optant pour cette réponse. S'il est clair que l'Ontario est la province affichant le taux le plus élevé de satisfaction, elle est toutefois suivie de près par le Manitoba (44,4 %) et, curieusement, par l'Alberta (40,3 %). Comme c'était le cas pour des sondages antérieurs Regard sur l'Ouest, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan continuent de ressortir comme étant les moins satisfaites du statu quo fédéral. Ceci étant dit, il faut noter que, dans chacune des quatre provinces de l'Ouest, la pluralité est d'avis que sa province reçoit moins que sa juste part; l'Ontario était le seul cas où la pluralité pense que la province reçoit à peu près sa juste part. Pour l'ensemble de l'Ouest, seul un tiers des Canadiens qui y résident sont d'avis que leur province reçoit sa juste part.

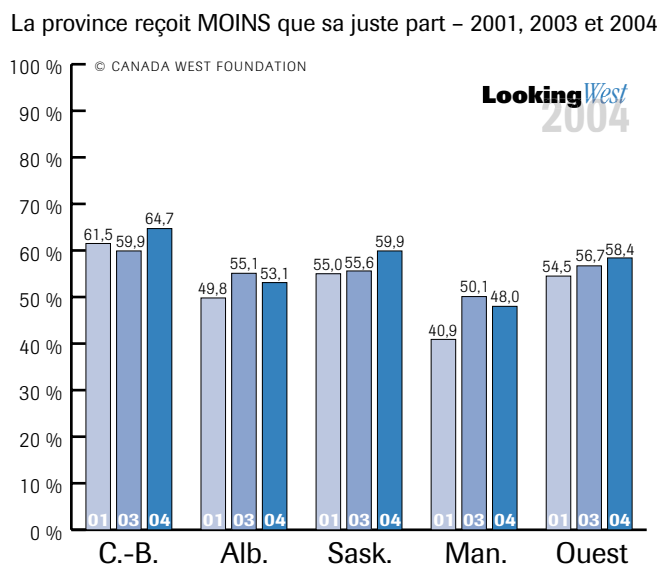
Si l'on examine les attitudes des provinces de l'Ouest au fil des ans, on peut y voir des constantes. En 2001 – tout comme en 2003 et en 2004 – les répondants britanno-colombiens sont les plus susceptibles de déclarer que leur province reçoit moins que sa juste part, suivis par ceux de la Saskatchewan. Pour chacune de ces années, les répondants manitobains sont les moins susceptibles de choisir cette option, et les répondants albertains oscillent généralement entre les répondants relativement insatisfaits de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan et ceux relativement satisfaits du Manitoba. En 2004, le choix moins que sa juste part des Britanno-Colombiens et des Saskatchewannais atteint un sommet sans précédent, tandis que les chiffres pour l'Alberta et le Manitoba enregistrent une légère baisse par rapport à ceux de 2003. Pour l'Ouest dans son ensemble, le taux d'insatisfaction exprimé sur cette question en 2004 est plus élevé qu'en 2001 et 2003.

figure 5



En pensant à toutes les sommes dépensées par le gouvernement fédéral pour les divers programmes et les transferts aux provinces, [votre province] reçoit-elle selon vous plus que sa juste part, moins que sa juste part ou à peu près sa juste part?

figure 6



En pensant à toutes les sommes dépensées par le gouvernement fédéral pour les divers programmes et les transferts aux provinces, [votre province] reçoit-elle selon vous plus que sa juste part, moins que sa juste part ou à peu près sa juste part?

Dans toutes les provinces, la pluralité se dit en faveur de pouvoirs accrus pour les provinces

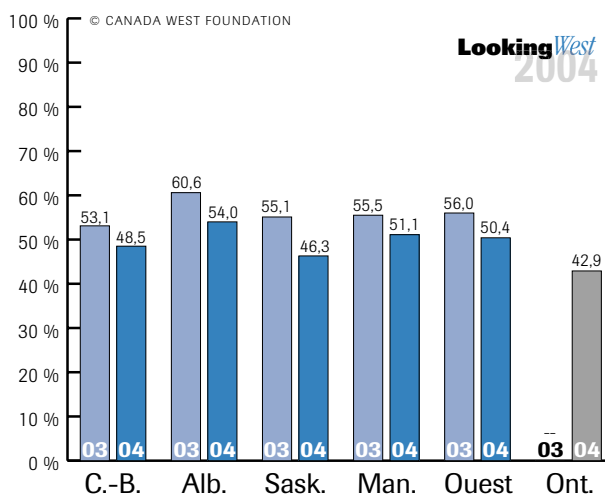
Le sondage Regard sur l'Ouest 2004 s'est penché sur le sentiment à l'égard de la décentralisation en sollicitant l'opinion des répondants sur l'équilibre idéal des pouvoirs dans l'avenir. La question posée était la suivante: Dans le système fédéral canadien, le gouvernement du Canada a la responsabilité de certains programmes et services alors que les gouvernements provinciaux ont la responsabilité d'autres secteurs. D'après vous, à l'avenir, le gouvernement fédéral devrait-il avoir plus de pouvoirs, le gouvernement de [votre province] devrait-il avoir plus de pouvoirs ou est-ce que les choses devraient demeurer comme elles sont? (Cette question était reprise du sondage Regard sur l'Ouest 2003, ainsi que d'autres effectués par le Centre de recherche et d'information sur le Canada.)

Les répondants de l'Ouest canadien ont manifesté un appui plus fort pour une décentralisation que ceux de l'Ontario: 50,4 % des Canadiens de l'Ouest sont d'avis que leur gouvernement provincial devrait avoir plus de pouvoirs à l'avenir, comparativement à seulement 42,9 % des Ontariens. Il faut cependant noter que, dans les cinq provinces, la pluralité se dit en faveur de pouvoirs accrus pour les gouvernements provinciaux, avec la majorité des Albertains et des Manitobains qui soutiennent cette position. Par rapport à l'Ouest, les répondants ontariens sont plus favorables à un accroissement des pouvoirs du gouvernement fédéral, bien que ce soutien soit faible: seulement 15,4 % des répondants ontariens sont d'avis que le gouvernement fédéral devrait avoir plus de pouvoirs à l'avenir. Dans l'Ouest, les Britanno-Colombiens sont les plus en faveur d'un accroissement des pouvoirs du fédéral (13,6 %), et les Manitobains sont les moins en faveur (8,1 %). En Saskatchewan et en Alberta, le soutien est de 9,1 % et de 10,4 % respectivement.

Il est intéressant de noter toutefois que, de 2003 à 2004, le soutien pour une décentralisation a diminué dans chacune des provinces de l'Ouest: tandis qu'en 2003, une majorité s'y disait en faveur d'une décentralisation plus poussée, en 2004, seules deux provinces de l'Ouest ont une majorité de répondants qui optent pour cette position. C'est la Saskatchewan qui enregistre la diminution la plus forte, suivie par l'Alberta.

figure 7

Le gouvernement provincial devrait avoir plus de pouvoirs – 2003 et 2004



Dans le système fédéral canadien, le gouvernement du Canada a la responsabilité de certains programmes et services alors que les gouvernements provinciaux ont la responsabilité d'autres secteurs. D'après vous, à l'avenir, le gouvernement fédéral devrait-il avoir plus de pouvoirs, le gouvernement de [votre province] devrait-il avoir plus de pouvoirs ou est-ce que les choses devraient demeurer comme elles sont?

L'Ontario et l'Ouest appuient la réforme du Sénat – même si elle entraîne des changements au niveau de la Constitution

Depuis les années 1980, la réforme du Sénat n'a cessé d'alimenter le débat dans l'Ouest canadien. Les critiques cependant ont souvent soutenu que la réforme du Sénat est une question qui n'intéresse que l'Ouest et que les Canadiens qui ne vivent pas dans cette partie du pays ne s'en soucient guère. Plus encore, les critiques de la réforme du Sénat ont soutenu que l'appui à cette réforme n'existe qu'à condition qu'elle n'entraîne pas de changement à la Constitution du Canada; ils suggèrent que le public ne veut pas envisager une réforme du Sénat si elle exige qu'on réouvre le débat constitutionnel.

Afin d'approfondir le sujet, le sondage Regard sur l'Ouest 2004 a posé deux questions aux répondants de l'Ouest et de l'Ontario. La première portait sur leur degré d'accord avec l'énoncé suivant: Le Canada devrait remplacer le Sénat actuel par un Sénat élu ayant une représentation égale de chaque province. Les répondants qui se disaient fortement ou plus ou moins d'accord avec ce premier énoncé se voyaient poser une question de suivi, à savoir: Seriez-vous en faveur d'une réforme du Sénat actuel si elle exigeait des changements à la Constitution canadienne?

Les résultats sont surprenants. Si, dans l'Ouest, six répondants sur dix se déclarent fortement d'accord avec un remplacement du Sénat actuel par un Sénat élu et à représentation égale, et huit sur dix se déclarent fortement d'accord ou plus ou moins d'accord, on ne s'attendait pas par contre à un fort soutien de l'Ontario pour un Sénat élu et à représentation égale. La pluralité des répondants de l'Ontario (44,6 %) se déclare fortement d'accord avec un remplacement du Sénat par un Sénat élu et à représentation égale, et plus de sept sur dix se disent fortement d'accord ou plus ou moins d'accord là-dessus. Moins de 10 % des répondants de l'Ontario se déclarent fortement en désaccord. Il est clair que, malgré les arguments des commentateurs et critiques, quand il s'agit de la réforme du Sénat, les Ontariens sont sur la même longueur d'onde que les gens de l'Ouest. En fait, l'écart dans les attitudes des Ontariens et celles des gens de l'Ouest en est un de degré plutôt que de nature.

Les données Regard sur l'Ouest 2004 révèlent également que le grand public n'est pas aussi opposé à un changement constitutionnel que ne l'affirment généralement les commentateurs politiques. Les répondants qui se sont dits d'accord pour que le Sénat soit réformé de façon à être élu et avoir une représentation égale ont aussi dû répondre à la question sur le maintien de leur appui dans le cas où la réforme du Sénat exigerait un changement constitutionnel. Pour la vaste majorité des répondants, leur support reste élevé, et cela, dans les cinq provinces, bien que les Canadiens de l'Ouest manifestent plus d'appui que l'Ontario (67,3 % et 59,9 % respectivement). En résumé, les données révèlent que, non seulement une majorité très nette de Canadiens de l'Ouest et de nombreux Ontariens sont favorables à une réforme du Sénat, mais aussi qu'ils ne sont nullement effrayés à l'idée d'une réouverture de la Constitution.

figure 8

D'accord avec un Sénat élu et à représentation égale – 2001 et 2004

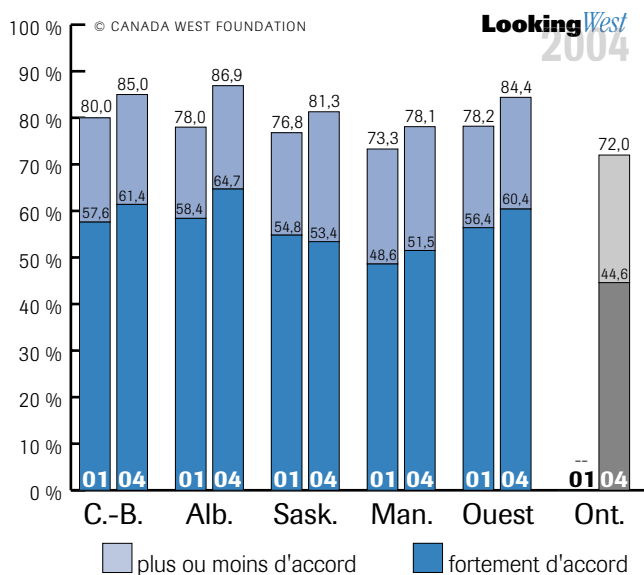
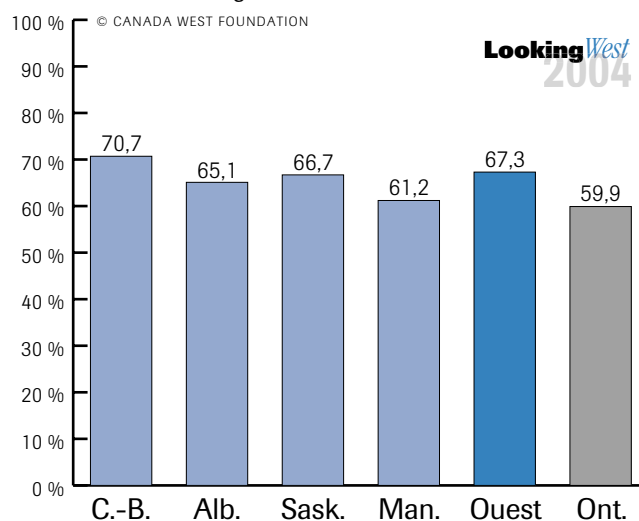


figure 9

Appui à la réforme du Sénat si elle exige un changement constitutionnel – 2004



Est-ce que vous appuyez une réforme du Sénat actuel si elle exige un changement à la Constitution canadienne? NOTE: Cette question a été posée seulement aux répondants qui se déclaraient en faveur d'une réforme du Sénat (N = 3 091).

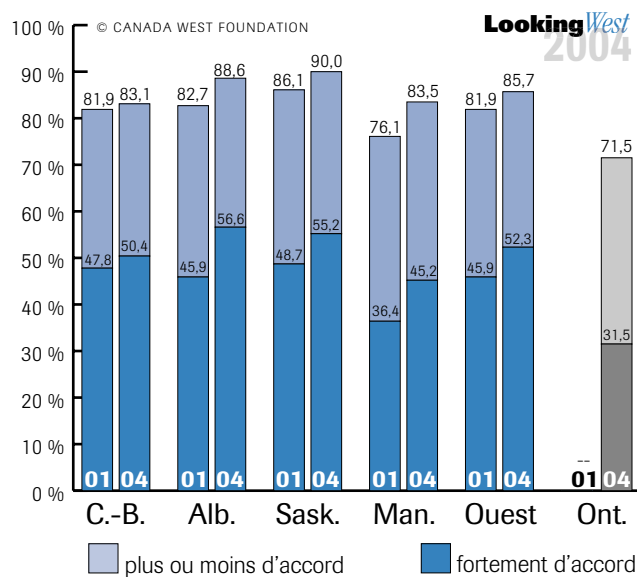
Canadiens de l'Ouest et Ontariens voient l'Ouest comme une région distincte

Le sondage Regard sur l'Ouest a demandé aux répondants à quel degré ils se disaient d'accord avec l'énoncé suivant: L'Ouest est une région distincte, différente sous bien des aspects du reste du Canada. Dans les quatre provinces de l'Ouest, le degré d'accord est élevé, les Saskatchewanais et les Albertains se déclarant les plus d'accord. Si les répondants ontariens sont moins susceptibles d'être d'accord que les gens de l'Ouest – moins d'un tiers des répondants de l'Ontario se déclarent fortement d'accord, comparativement à la majorité des Canadiens de l'Ouest – il existe toujours un degré d'accord relativement élevé, avec sept répondants ontariens sur dix qui affirment voir en l'Ouest une région distincte.

Cette question a été reprise du sondage Regard sur l'Ouest 2001, et les divergences entre les sondages de 2001 et de 2004 sont intéressants. Dans les quatre provinces de l'Ouest, le pourcentage de répondants qui souscrivent à l'idée que l'Ouest est une région distincte est en hausse depuis 2001. L'Alberta comme la Saskatchewan continuent à se démarquer par leur forte adhésion à cette idée, mais la Colombie-Britannique et le Manitoba suivent de près. Dans le cas de la Colombie-Britannique, l'augmentation du nombre de répondants en faveur est très légère, tandis que le Manitoba a enregistré une hausse de sept points de pourcentage. En fait, l'écart sur cette question entre le Manitoba et la Colombie-Britannique s'est resserré. Il est intéressant de noter, en Colombie-Britannique, l'importance du nombre de répondants qui appuient cette idée, vu que les analystes de cette province font souvent valoir qu'on devrait penser à l'Ouest comme étant composé de deux régions: Prairies et Pacifique.

figure 10

D'accord quant au fait que l'Ouest est une région distincte – 2001 et 2004



L'Ouest est une région distincte, différente sur bien des plans du reste du Canada.

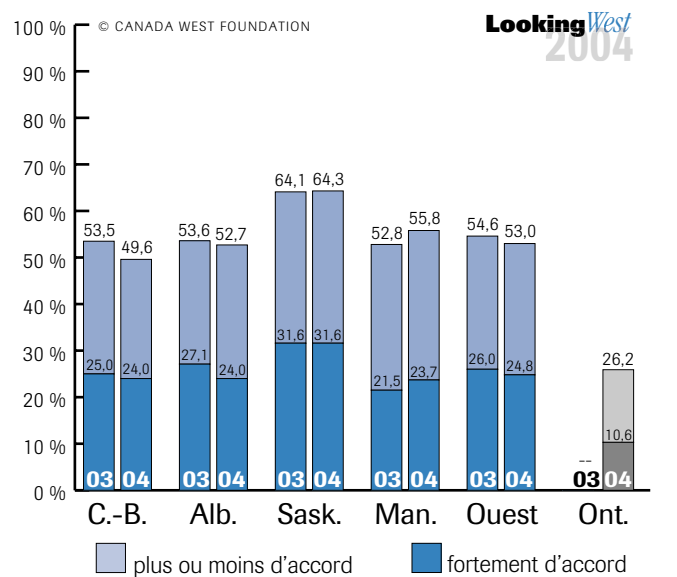
Les Canadiens de l'Ouest pensent que le reste du Canada ne s'intéresse pas à leur région – ce sur quoi les Ontariens ne sont pas du tout d'accord

Tandis que les Canadiens de l'Ouest et les Ontariens partagent la même perception quant au caractère distinctif de l'Ouest, ils sont fortement en désaccord quand il s'agit de l'intérêt ou de l'appréciation manifesté à l'endroit de l'Ouest canadien par le reste du pays. Le sondage Regard sur l'Ouest 2004 demandait aux répondants d'évaluer leur taux d'accord avec l'énoncé suivant: Les gens des autres régions ne s'intéressent pas à l'Ouest du Canada. Dans l'Ouest, une majorité (53 %) de répondants sont d'accord sur le fait que le reste du Canada ne s'intéresse pas à l'Ouest. En Ontario toutefois, il y avait un taux élevé de désaccord avec cet énoncé: 71,1 % se disaient en désaccord, avec quatre sur dix (41,8 %) fortement en désaccord. Ce grand contraste dans les opinions est frappant.

Les attitudes des Canadiens de l'Ouest sur cette question ont changé quelque peu depuis 2003, bien que la tendance ne soit pas très nette. Les attitudes de l'Alberta et de la Saskatchewan sont restées relativement constantes, avec la Saskatchewan qui dépasse l'Alberta de facilement dix points de pourcentage. Par contre, les Britanno-Colombiens sont moins susceptibles d'être d'accord en 2004 qu'en 2003, alors que c'est l'inverse qui se produit au Manitoba. Un point intéressant ressort de cette question: tandis que la plupart des questions de sondage révèlent un plus haut degré de mécontentement en Colombie-Britannique qu'au Manitoba, avec une position albertaine intermédiaire, les répondants du Manitoba expriment un degré de mécontentement plus grand que ceux de la Colombie-Britannique ou de l'Alberta.

figure 11

Le reste du Canada NE S'INTÉRESSE PAS à l'Ouest – 2003 et 2004

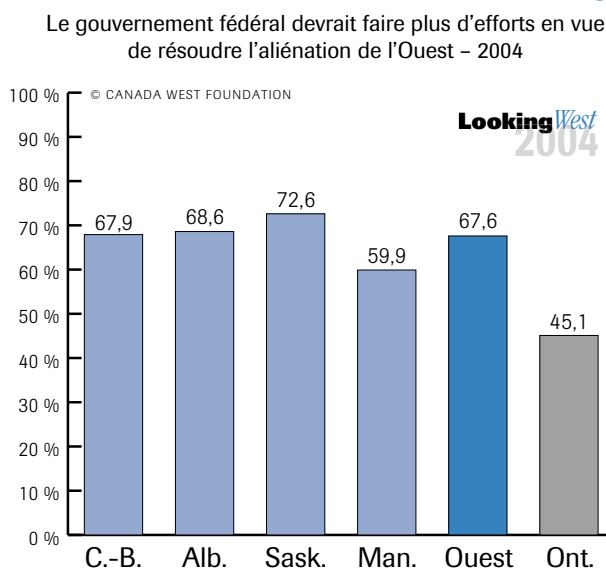


Gens de l'Ouest et Ontariens croient qu'il faut s'attacher à résoudre l'aliénation de l'Ouest et doutent que le gouvernement Martin aura un impact à long terme

Le débat politique permanent entourant le mécontentement régional de l'Ouest – ou encore l'aliénation de l'Ouest – remonte à des décennies. Le sondage Regard sur l'Ouest 2004 posait aux répondants une question directe sur l'aliénation de l'Ouest, définie pour eux comme le mécontentement de l'Ouest du Canada à l'égard du gouvernement fédéral. La question était: Lequel des trois énoncés suivants reflète le mieux votre opinion: le gouvernement fédéral devrait faire plus d'efforts pour résoudre l'aliénation de l'Ouest; le gouvernement fédéral devrait poursuivre ses efforts au niveau actuel pour résoudre l'aliénation de l'Ouest; ou le gouvernement fédéral passe déjà trop de temps à résoudre l'aliénation de l'Ouest?

Parmi les provinces de l'Ouest canadien, la réponse est nette, que le gouvernement fédéral devrait faire plus d'efforts en vue de résoudre l'aliénation de l'Ouest. Les répondants de la Saskatchewan (72,6 %) sont les plus susceptibles de choisir cette réponse, suivis de près par ceux de l'Alberta (68,6 %) et de Colombie-Britannique (67,9 %). Les répondants manitobains sont beaucoup moins susceptibles de choisir cette option, mais le font toujours avec une solide majorité (59,9 %). Par contre, les répondants de l'Ontario sont divisés entre l'idée que le gouvernement fédéral devrait faire plus d'efforts (45,1 %) et celle qu'il poursuive ses efforts au niveau actuel (41,0 %). Des cinq provinces, les répondants ontariens sont les plus susceptibles de déclarer que le gouvernement fédéral passe déjà trop de temps à résoudre l'aliénation de l'Ouest, mais à 7,6 %, cela représente une position minoritaire très faible (4 % des Canadiens de l'Ouest se rallient à cette idée). Il existe, dans l'ensemble, un écart significatif sur cette question entre l'Ouest canadien et l'Ontario, les gens de l'Ouest percevant clairement l'aliénation de l'Ouest comme un problème qui exige plus d'efforts de la part du gouvernement fédéral pour être réglé. Ceci dit, il est important de noter que cette position est également celle de la pluralité des répondants de l'Ontario, ce qui prouve que l'aliénation de l'Ouest est perçue par un grand nombre de personnes vivant en dehors de l'Ouest comme une préoccupation ou un enjeu national. Ces réponses suggèrent que les efforts du gouvernement fédéral visant à diminuer l'aliénation de l'Ouest ne s'accompagnent pas nécessairement du risque d'une perte de votes dans l'Est.

figure 12



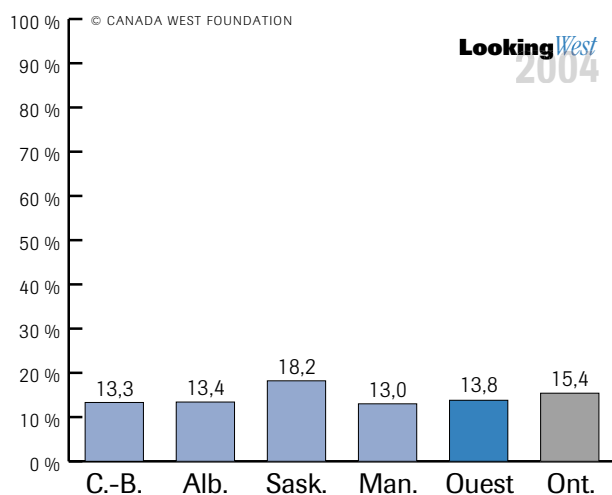
On a beaucoup parlé ces dernières années de l'aliénation de l'Ouest – c'est-à-dire du mécontentement des Canadiens de l'Ouest à l'égard du gouvernement fédéral. Lequel des trois énoncés suivants reflète le mieux votre opinion: le gouvernement fédéral devrait faire plus d'efforts pour résoudre l'aliénation de l'Ouest; le gouvernement fédéral devrait poursuivre ses efforts au niveau actuel pour résoudre l'aliénation de l'Ouest; ou le gouvernement fédéral passe déjà trop de temps à résoudre l'aliénation de l'Ouest?

Tandis que la pluralité dans chacune des cinq provinces (et la majorité dans les quatre provinces de l'Ouest) est d'avis que le gouvernement fédéral devrait faire plus d'efforts pour résoudre l'aliénation de l'Ouest, un très grand nombre de personnes doutent que le gouvernement du Premier ministre Paul Martin réussisse à long terme à régler le problème du mécontentement régional. Le sondage Regard sur l'Ouest 2004 a posé la question suivante: Le Premier ministre Paul Martin s'est engagé publiquement à réduire l'aliénation de l'Ouest. Lequel des trois énoncés suivants reflète le mieux votre opinion? Le gouvernement de Paul Martin va réduire l'aliénation de l'Ouest de manière importante et durable; le gouvernement de Paul Martin va réduire l'aliénation de l'Ouest à court terme, mais le mécontentement va revenir à long terme; ou le gouvernement de Paul Martin ne va pas réduire l'aliénation de l'Ouest à court terme ni à long terme. (On rappelle ici que la collecte des données du sondage s'est achevée juste avant le scandale des commandites.)

Les réponses révèlent que les Canadiens de l'Ouest comme les Ontariens se montrent méfiants envers les capacités du gouvernement Martin à réduire l'aliénation de façon importante. Dans toutes les provinces, sauf la Colombie-Britannique, la pluralité déclare que le gouvernement Martin va réduire l'aliénation de l'Ouest à court terme, mais que le mécontentement va revenir à long terme. En Colombie-Britannique, la pluralité (39,9 %) déclare que le gouvernement Martin ne réduira pas l'aliénation à court terme ni à long terme. Les fluctuations provinciales sur cette question ne sont pas très grandes; le consensus est que l'on ne s'attend pas vraiment à ce que le gouvernement Martin résolve l'aliénation de l'Ouest.

figure 13

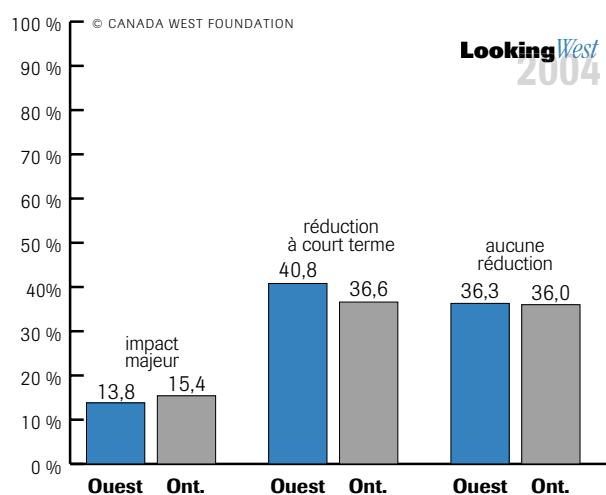
Le gouvernement Martin va amener une réduction importante et durable dans l'aliénation de l'Ouest – 2004



Le Premier ministre Paul Martin s'est engagé publiquement à réduire l'aliénation de l'Ouest. Lequel des trois énoncés suivants reflète le mieux votre opinion? Le gouvernement de Paul Martin va réduire l'aliénation de l'Ouest de manière importante et durable; le gouvernement de Paul Martin va réduire l'aliénation de l'Ouest à court terme, mais le mécontentement va revenir à long terme; ou le gouvernement de Paul Martin ne va pas réduire l'aliénation de l'Ouest à court terme ni à long terme.

figure 14

Impact anticipé du gouvernement Martin sur l'aliénation de l'Ouest – 2004



Le Premier ministre Paul Martin s'est engagé publiquement à réduire l'aliénation de l'Ouest. Lequel des trois énoncés suivants reflète le mieux votre opinion? Le gouvernement de Paul Martin va réduire l'aliénation de l'Ouest de manière importante et durable; le gouvernement de Paul Martin va réduire l'aliénation de l'Ouest à court terme, mais le mécontentement va revenir à long terme; ou le gouvernement de Paul Martin ne va pas réduire l'aliénation de l'Ouest à court terme ni à long terme.

Les Canadiens de l'Ouest et les Ontariens ne voient aucun avantage économique dans le séparatisme

Le mécontentement à l'égard du fédéralisme sous-entend-il qu'il existe un appui au séparatisme? On a demandé aux répondants de dire s'ils étaient d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant: [Votre province] profiterait d'une meilleure situation économique si elle se séparait du Canada. (Cet énoncé était repris des sondages Regard sur l'Ouest 2001 et 2003.) On doit souligner que ce n'est pas là une question purement séparatiste; en ne soulignant que l'incidence économique, elle ne tient pas compte des aspects sociaux et affectifs qui participent du sentiment d'appartenance au Canada. La question permet néanmoins de se faire une idée de l'opinion des répondants sur les retombées économiques qui peuvent découler du fait d'appartenir au Canada.

Selon les données, il est clair qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter d'une menace de séparatisme à l'ouest du Québec: dans aucune province on ne trouve plus du quart des répondants déclarant que leur province profiterait d'une meilleure situation économique si elle se séparait du Canada. Il est néanmoins important de noter l'écart sur ce sujet entre l'Ontario et l'Alberta – les deux dernières provinces nanties du Canada. Tandis que presque un répondant albertain sur quatre se dit d'accord, en Ontario, il y en a moins de 7 %. L'écart est considérable, étant donné la puissance économique des deux provinces. On peut noter en outre que la Colombie-Britannique a une proportion de répondants se disant d'accord plus importante que l'Ontario; en fait, même les nombres en Saskatchewan sont supérieurs à ceux de l'Ontario. Des cinq provinces, seul le Manitoba a un pourcentage de répondants se disant d'accord inférieur à celui de l'Ontario.

En étudiant les provinces de l'Ouest au fil des ans, il semble que les attitudes correspondent assez bien à celles rapportées en 2003. Le Manitoba, où les chiffres de 2004 ont augmenté et rejoignent ceux de 2001, fait exception à la règle. Il continue cependant d'être la province la moins favorable à l'idée qu'elle profiterait d'une meilleure situation économique si elle se séparait.

figure 15

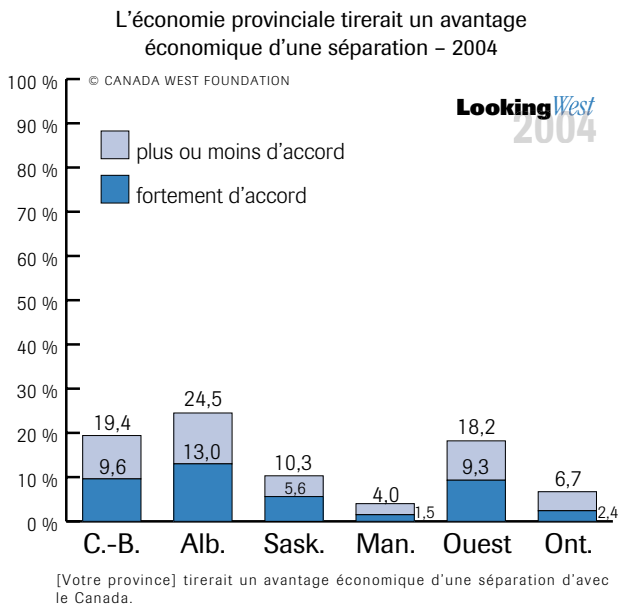
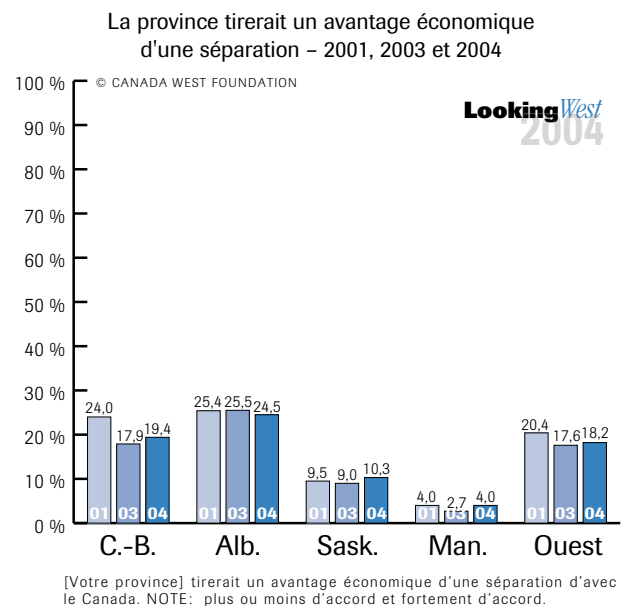


figure 16



L'Ouest en tant que région

L'Ouest du Canada est-il une région? Y a-t-il un seul Ouest, ou existe-t-il deux régions de l'Ouest – Prairies et Pacifique? Ou encore, devrait-on plutôt considérer chacune des quatre provinces de l'Ouest comme une entité? Il est certain que ces quatre provinces affichent de grandes différences sur les plans politique et économique. Si les provinces de l'Ouest ont toutes leurs économies fondées, dans une large mesure, sur des ressources naturelles (moins pour le Manitoba que les trois autres provinces), elles se distinguent par leurs industries clés. De plus, toutes les quatre ont fait état de cultures et antécédents politiques qui leur sont uniques. Mais pour ce qui est des attitudes à l'égard du gouvernement fédéral, il n'y a aucun doute que tout l'Ouest se serre les coudes en tant que région.

- Dans chacune des provinces de l'Ouest, plus de 60 % disent que les intérêts de leur province sont médiocrement ou très mal représentés à l'échelon fédéral;
- Dans chacune des provinces de l'Ouest, la pluralité dit que leur province n'est pas traitée, dans le Canada, avec le respect qu'elle mérite;
- Dans chacune des provinces de l'Ouest, la pluralité déclare que leur province ne reçoit pas sa juste part des dépenses fédérales et des transferts de paiement;
- Dans chacune des provinces de l'Ouest, la pluralité déclare que leur gouvernement provincial devrait avoir plus de pouvoirs à l'avenir;
- Dans chacune des provinces de l'Ouest, plus des trois quarts des répondants se déclarent en faveur d'un Sénat élu et à représentation égale;
- Dans chacune des provinces de l'Ouest, plus de 80 % sont d'accord pour reconnaître l'Ouest comme une région distincte, différente sur bien des plans du reste du Canada;
- Dans chacune des provinces de l'Ouest, la majorité est d'accord pour reconnaître que le reste du Canada ne s'intéresse pas à l'Ouest du pays;
- Dans chacune des provinces de l'Ouest, la pluralité déclare que le gouvernement fédéral devrait faire plus d'efforts pour résoudre la question de l'aliénation de l'Ouest; et
- Dans chacune des provinces de l'Ouest, la majorité est d'avis qu'à court terme le gouvernement de Paul Martin va réduire l'aliénation de l'Ouest, mais qu'à long terme le mécontentement reviendra.

Nombre de commentateurs font valoir que, dans l'Ouest, la Colombie-Britannique est distincte et se place à part. Toutefois, quand il s'agit des attitudes à l'égard du gouvernement fédéral, c'est le Manitoba plutôt que la Colombie-Britannique qui se démarque quelque peu. Le Manitoba est la seule province de l'Ouest à avoir moins de 70 % de répondants qui disent qu'elle est médiocrement ou très mal représentée; moins de la majorité déclare que la province n'est pas traitée avec le respect qui lui est dû, et que la province reçoit moins que sa juste part des paiements de transfert fédéraux et de dépenses de programmes; et moins de 80 % de répondants sont favorables à un Sénat élu et à représentation égale. Les répondants manitobains sont aussi les moins enclins à affirmer que leur province profiterait d'une meilleure situation économique si elle se séparait. En résumé, comme l'ont montré les sondages Regard sur l'Ouest 2001 et 2003, si les répondants du Manitoba expriment du mécontentement, c'est à un degré moindre que ceux des trois autres provinces de l'Ouest.

Dans la plupart des cas, c'est le scénario habituel que l'on retrouve dans l'Ouest, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique exprimant le plus haut degré de mécontentement, le Manitoba, le plus faible degré, et l'Alberta se situant entre les deux. Il y a bien quelques exceptions à ce scénario, mais il prévaut dans l'ensemble, comme il l'a fait depuis 2001.

Globalement, les Canadiens de l'Ouest expriment-ils plus ou moins de mécontentement en 2004 que dans les années précédentes? Là-dessus, les données du sondage sont mixtes: si le nombre de gens de l'Ouest déclarant que leur province n'est pas traitée avec respect et que leur province est médiocrement ou mal représentée à l'échelon fédéral est moindre que dans les années précédentes, en revanche, en 2004, le nombre de gens déclarant que leur province ne reçoit pas sa juste part est supérieur à celui des années précédentes. L'appui des Canadiens de l'Ouest à une décentralisation accrue est quelque peu à la baisse, tandis que l'appui à la réforme du Sénat est à la hausse. La perception de l'Ouest en tant que région distincte reste relativement stable, tout comme la perception que le reste du Canada ne s'intéresse pas à l'Ouest. On peut faire valoir que, dans l'ensemble, le mécontentement de l'Ouest est un peu moindre que dans les années précédentes, mais ce changement – quand il existe – est modeste.

L'Ontario et l'Ouest

Ce mécontentement est-il propre au Canada de l'Ouest, ou est-ce que tous les Canadiens sont insatisfaits du gouvernement fédéral? Si le sondage Regard sur l'Ouest 2004 n'est pas en mesure de livrer des observations sur les attitudes des Canadiens de l'Atlantique, des Québécois ou des Canadiens du Nord, elle permet néanmoins d'établir d'intéressantes comparaisons entre l'Ontario et l'Ouest.

Les répondants de l'Ontario expriment une satisfaction beaucoup plus grande quant au gouvernement fédéral que ne le font les Canadiens de l'Ouest. Tandis que la vaste majorité des Canadiens de l'Ouest pense que les intérêts de leur province sont médiocrement ou très mal représentés dans le gouvernement fédéral, les Ontariens se disent très satisfaits sur ce point: près des deux tiers des répondants pensent que les intérêts de l'Ontario sont bien ou adéquatement représentés dans le gouvernement fédéral. Tandis que seulement quatre Canadiens de l'Ouest sur dix pensent que leur province reçoit le respect qu'elle mérite, presque trois quarts des Ontariens sont d'avis que l'Ontario est traité avec le respect qui lui est dû dans le Canada. Et tandis que près de six Canadiens de l'Ouest sur dix pensent que leur province ne reçoit pas sa juste part des dépenses et transferts fédéraux, 56 % des Ontariens pensent que leur province reçoit plus que sa juste part ou à peu près sa juste part. En d'autres termes, si les Canadiens de l'Ouest pensent que leur province est traitée sans ménagement dans le système fédéral du Canada, les Ontariens se déclarent plutôt satisfaits du traitement que reçoit leur province au sein du fédéralisme canadien.

Les Ontariens et les gens de l'Ouest diffèrent aussi quelque peu dans leurs perceptions de l'Ouest canadien. Les répondants de l'Ontario comme de l'Ouest du pays voient l'Ouest du Canada comme une région distincte, qui diffère sur bien des plans du reste du pays. Les Canadiens de l'Ouest adoptent toutefois une position plus catégorique sur ce sujet, avec plus de la moitié qui se déclare fortement d'accord. Les répondants de l'Ontario sont plus prudents, avec seulement la pluralité qui se dit plus ou moins d'accord. La même différence apparaît dans les attitudes envers l'aliénation de l'Ouest: tandis que les gens de l'Ouest comme les Ontariens pensent que le gouvernement fédéral devrait faire un effort pour réduire l'aliénation de l'Ouest, deux tiers des Canadiens de l'Ouest pensent que le gouvernement fédéral devrait accroître ses efforts dans cette voie, tandis que les répondants de l'Ontario sont divisés entre accroître les efforts et maintenir le niveau d'efforts actuel. En dernier lieu, tandis que la majorité des Canadiens de l'Ouest pense que le reste du Canada ne s'intéresse pas à l'Ouest, les répondants ontariens se déclarent fortement en désaccord avec cette perception.

Il faut noter toutefois que les Ontariens et les gens de l'Ouest ont des attitudes semblables sur plusieurs questions. Tout d'abord – et cela est surprenant – les Ontariens partagent l'intérêt des Canadiens de l'Ouest envers la réforme du Sénat. Les données de Regard sur l'Ouest révèlent que la réforme du Sénat est une question qui reçoit de l'appui au-delà du Canada de l'Ouest. Les Ontariens, à l'instar de leurs voisins de l'Ouest du pays, pensent que le Sénat devrait être élu et à représentation égale – et nombre d'entre eux appuieraient la réforme du Sénat même si elle exigeait un changement constitutionnel. Deuxièmement, comme dans chacune des provinces de l'Ouest, la pluralité des Ontariens aimerait voir plus de pouvoirs accordés aux provinces à l'avenir. Troisièmement, comme les Canadiens de l'Ouest, les Ontariens pensent qu'il faut s'attacher à résoudre l'aliénation de l'Ouest, mais ils doutent de la capacité du gouvernement Martin à amener une réduction importante et durable de l'aliénation de l'Ouest.


Les moins de 30 ans: une cohorte d'âge particulière

Comme dans les sondages Regard sur l'Ouest effectués précédemment, on a évalué les données pour y déceler des différences démographiques. L'analyse a révélé que les variations selon la taille urbaine, le revenu, l'éducation et le sexe sont relativement faibles. (Une exception à cela était que les femmes sont beaucoup plus susceptibles que les hommes de ne pas être d'accord avec l'idée que leur province profiterait d'une séparation d'avec le Canada sur le plan économique.) D'importantes variations se manifestent néanmoins avec l'âge – et, en particulier, entre les répondants de moins de 30 ans et ceux de toutes les autres cohortes d'âge.

Sur nombre de questions, les répondants de moins de 30 ans exprimaient de plus bas niveaux d'insatisfaction à l'égard du gouvernement et de plus faibles niveaux de mécontentement régional. Plus précisément:

- Dans toutes les provinces, à l'exception de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique, la majorité des répondants de moins de 30 ans déclare que leur province est bien ou adéquatement représentée; pour la Colombie-Britannique, la pluralité déclare que leur province est bien ou adéquatement représentée. Pour la Saskatchewan cependant, la majorité des répondants de moins de 30 ans déclare que leur province est médiocrement ou très mal représentée.
- En Alberta, au Manitoba et en Ontario, la majorité des répondants de moins de 30 ans déclare que leur province reçoit sa juste part des transferts fédéraux.
- Dans toutes les provinces, à l'exception de la Saskatchewan, la majorité des répondants de moins de 30 ans déclare que leur province est traitée avec respect.
- Dans toutes les provinces, à l'exception de la Colombie-Britannique, la pluralité des répondants de moins de 30 ans déclare que le partage des responsabilités entre les gouvernements fédéral et provinciaux devrait rester tel qu'il est actuellement.
- Dans toutes les provinces, les répondants de moins de 30 ans sont un peu moins susceptibles de se déclarer fortement d'accord avec une réforme du Sénat, et un peu plus susceptibles d'être plus ou moins d'accord, ce qui fait passer le nombre total de ceux qui se disent d'accord à plus de sept sur dix dans les provinces de l'Ouest et à plus d'un sur deux en Ontario.
- Dans toutes les provinces, les répondants de moins de 30 ans sont moins susceptibles que ceux plus âgés d'appuyer une réouverture de la Constitution en vue d'une réforme du Sénat; les proportions varient très largement entre les provinces, allant d'un maximum de plus de six Britannico-Colombiens sur dix âgés de moins de 30 ans se disant prêts à réouvrir la Constitution à un minimum de moins de quatre Ontariens sur dix de moins de 30 ans se disant prêts à faire de même.
- Dans toutes les provinces, les répondants de moins de 30 ans sont moins susceptibles de se déclarer fortement d'accord avec l'énoncé que les Canadiens du reste du pays ne s'intéressent pas à l'Ouest.
- Dans toutes les provinces, les répondants de moins de 30 ans sont moins susceptibles de dire que le gouvernement fédéral devrait faire plus d'efforts en vue de résoudre l'aliénation de l'Ouest. La majorité en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskatchewan, choisit toutefois cette réponse.
- En Colombie-Britannique, en Saskatchewan et en Ontario, les répondants de moins de 30 ans sont plus susceptibles que les autres catégories d'âge de déclarer que le gouvernement de Paul Martin ne réduira pas l'aliénation de l'Ouest à court terme ni à long terme.
- Les répondants de moins de 30 ans ont des opinions similaires à celles des autres groupes d'âge quant au séparatisme ainsi qu'à l'Ouest perçue en tant que région.

Conclusion

Il est difficile d'affirmer que le mécontentement de l'Ouest a diminué de façon significative depuis 2001; s'il y a eu des changements modestes, les Canadiens de l'Ouest continuent d'exprimer un mécontentement à un niveau relativement élevé. Ces attitudes semblent encore plus marquées quand on les compare aux taux de satisfaction relativement élevés qui prévalent en Ontario. Pendant des années, la Canada West Foundation a soutenu que le mécontentement de l'Ouest représente un problème concernant non seulement l'Ouest canadien mais le pays tout entier. Les données de Regard sur l'Ouest 2004 suggèrent que les gens de l'Ouest tout comme les Ontariens partagent cette opinion. La tâche qui revient aux dirigeants du Canada – qu'ils soient de l'Ouest ou d'autres régions, du gouvernement ou d'autres secteurs – consiste à trouver des modalités pour réduire le mécontentement de l'Ouest et permettre aux Canadiens de l'Ouest de participer plus à fond au processus décisionnel national. 



**900 - 1202 Centre Street South
Calgary (Alberta) CANADA T2G 5A5**

Tél.: 403.264.9535

www.cwf.ca